

## TIZI-OUZOU

# Le village Aït-Ouatas crie à l'exclusion

**Après s'être péniblement sortie d'un blocage le 6 janvier dernier, l'APC d'Imsoihal affronte la grogne du village Aït-Ouatas, qui, dans une correspondance adressée à notre rédaction sous le titre «Un village victime de son choix électoral», dénonce, en des termes particulièrement crus, «la politique d'exclusion et la haine» dont il se dit victime de la part du P/APC.**

Les villageois dénoncent les «dépassements» de cet élu. Des dépassements qui remontent à 1995, période où il était DEC en 1995. Pour étayer ses dires, le village crie à «l'arnaque» et en cite deux pour justifier ses accusations d'exclusion. La première a trait à un projet d'extension d'un puits de 25 m d'un coût de 300 millions de centimes réalisé par la DAS avec la participation du village à hauteur de 10%.

Figurant au premier rang des préoccupations villageoises, ce projet aurait reçu, selon les citoyens, l'aval du P/APC qui leur aurait remis une copie légalisée d'une fiche technique d'un montant de 160 millions de centimes pour prouver sa bonne foi, à savoir son dépôt à la wilaya. Démarche assimilée à un leurre par les citoyens qui font part de leur étonnement après s'être aperçus de l'inexistence de cette fiche au niveau de la DAS et de l'hydraulique. Une fiche qui «ne répondait pas

aux normes en vigueur».

Le deuxième reproche fait au maire par le village a trait, selon la correspondance, à la non-tenu d'un engagement du P/APC d'aider les citoyens à réaliser des caniveaux au niveau d'un tronçon routier dont les eaux pluviales menaçaient un groupe d'habitations et ce, en leur affectant des matériaux de construction. La goutte qui a fait déborder le vase semble cependant être l'incident dont a été le théâtre le siège de l'APC. Les citoyens s'insurgent en effet contre le fait que le P/APC ait, selon eux, fait appel au chef de la Sûreté de daïra suite à une altercation qu'il a eue avec un membre du comité de village lors d'une audience. Le village s'interroge ainsi : «Est-ce que la police a le droit de s'immiscer dans les affaires internes des villages ?» Après que le citoyen en question se soit vu, selon la lettre, «intimer l'ordre de ne plus servir le village» et interdire l'accès à l'APC.

Les citoyens font enfin part

de leur déception en déplorant : «Nos responsables continuent encore à pratiquer la politique de l'exclusion, du clanisme, du favoritisme et du communautarisme.» Le P/APC auquel on a rendu visite mardi pour avoir sa version nie en bloc les faits qui lui sont reprochés. Selon lui, le projet d'extension du puits, antérieur à son mandat mais dûment proposé par l'APC dans le cadre des PCD, n'a pas été retenu par la commission d'arbitrage de la wilaya. De plus, il ressort des propos du maire et de son adjoint que les études engagées par un bureau d'études ont conclu à l'inexistence de l'eau dans ce puits.

Ce qui a incité l'APC à songer à une autre solution consistant en l'exploitation d'un captage, en aval, avec comme relais le puits déjà équipé pour renflouer la bêche à eau. Une alternative à laquelle a adhéré le village, selon le P/APC et son adjoint. Un projet sur lequel planche, selon nos interlocuteurs, le bureau d'études pour en évaluer la faisabilité dans l'optique de toucher toutes les maisons.

S'agissant de la seconde requête du village — réalisation de caniveaux et tout en soutenant que le projet relève en principe de la commune de par sa situation sur le chemin

communal —, le P/APC soutient qu'il a mis à la disposition des citoyens les moyens matériels de la commune (rétrochargeur, tracteur...) ainsi que le personnel, affirmant aussi être disposé à leur fournir le sable et le ciment, matériaux que le village n'est pas venu récupérer, selon lui.

Le P/APC et son premier vice-président terminent enfin en soutenant que le village Aït Ouatas est le plus «gâté» de la commune citant le projet de réhabilitation de l'école pour un montant de 240 millions de centimes, l'aide de 50 kg de viande et 12 caisses de limonade consentie au village à l'occasion d'une fête ainsi que la clôture, le déblocage du projet de foyer de jeunes concluant qu'il demeure à la disposition du village.

«Des projets certes utiles, mais non spécifiques au village et qui n'ont pas un lien direct avec l'amélioration du cadre des habitants du village», analyse un citoyen du village rencontré à la sortie de l'APC. Commentant l'incident avec le citoyen, le P/APC affirme que «la police a convoqué cette personne pour la remettre simplement à sa place suite à la perturbation de la réunion».

S. Hammoum

## RENFORCEMENT DU PARC ROULANT DE SKIKDA

## 18 motos pour les services communaux

**Renforcement du parc roulant de l'APC avec 18 motos et 2 véhicules touristiques au profit des directions communales, réservation de 400 millions de centimes pour l'achat de cadeaux aux meilleurs élèves des trois paliers, révision des POS de Boulekeroua et Amar-Chetaïbi et désistement d'une parcelle de terrain à Boulekroud 2 au profit du ministère de la Défense nationale. Tels sont les importantes délibérations adoptées lors de la session ordinaire de l'APC de Skikda tenue dimanche passé.**

La deuxième session du mandat de l'APC FLN n'a pas inscrit à son ordre du jour les subventions au profit des associations, ces dernières attendront encore une quinzaine de jours. Et c'est à l'issue d'une assemblée extraordinaire, réservée également au BS 2008, que seront finalisées et rendues publiques les propositions de la commission des affaires culturelles formulées il y a deux mois.

Les élus de l'APC ont adopté le compte administratif au titre de l'exercice 2007, un excédent de l'ordre de 27 milliards de centimes, ce qui prouve en langage comp-

table que l'argent n'a pas été utilisé. Pourtant, comme déjà rapporté, des urgences existent et exigent l'implication énergique des services compétents de l'APC. Une planification réfléchie et une vision qui prend en considération les vrais problèmes de la ville ne sont pas encore à l'ordre du jour. En attendant, les APC qui se sont succédé ont excellé dans l'art de comptabiliser les recettes et les dépenses. C'est tout. 50 millions de centimes ont été approuvés au titre des jugements exécutoires, sommes déboursées par l'APC pour des affaires en justice la mettant aux prises avec des personnes morales et physiques.

A l'ordre du jour également, les régularisations. Trois au menu : l'entreprise Kadri pour l'aménagement de la route de Bouyala, pour un montant de 7 milliards de centimes et deux entreprises de nettoyage, la première de wilaya, CleanSki, et la deuxième, communale, l'Econeg, pour un montant similaire pour chacune d'elles, à savoir 2,3 milliards de centimes. L'idée de création d'une régie communale a été soulevée vaguement dans la salle. Pour le moment, on continuera à recourir à l'entreprise privée pour les travaux de réhabilitation et entretien des groupements scolaires, de réfection des chemins communaux, d'installation des canalisations des eaux usées et eaux pluviales,

avec tout ce que cela induit comme lenteurs bureaucratiques et retards dans la livraison des projets. Pourtant, l'APC a recruté massivement divers profils (peintres, plombiers, maçons...). En huit mois d'exercice au total, ce sont près de 270 nouvelles recrues qui sont venues renforcer l'organigramme communal. Pour être bien précis, le recrutement en question s'est déroulé en trois mois seulement.

Un personnel pléthorique exerçant dans les différentes directions communales, centres culturels et bibliothèques est à signaler actuellement. La plupart des employés ne sont pas encore munis de l'arrêté nécessaire pour percevoir un salaire. Cela rappelle le cas signalé lors du mandat d'El Islah. La nouvelle équipe n'a pas appris la leçon.

L'acquisition de motos est une idée qui a charmé les élus. Reste la bonne répartition des 18 unités qui seront acquises. Car, à voir la manière dont le fut celle des véhicules, on pourrait appréhender le pire. En témoigne, la non-dotation depuis des années de la direction de la culture d'un véhicule de service. Le passif d'El Islah doit être bien exploité pour éviter à Skikda un autre recul économique.

Zaïd Zoheir

## ALGER, UN LIEU, UNE HISTOIRE

### Le parc de la Liberté (ex-parc de Galland)



Photo : DR

Le parc de la Liberté, accessible par deux entrées, l'une par la rue Didouche-Mourad, l'autre par le boulevard Franklin- Roosevelt, a été créé en 1915 par le maire Charles de Galland. Ce dernier est à l'origine de l'aménagement de deux autres squares à Alger : Bab Azoun et Nelson.

L'entrée principale sur la rue Didouche-Mourad s'ouvre sur des escaliers. Une stèle érigée à la mémoire de Charles de Galland en 1923 est visible. Implanté sur une superficie d'environ 3 ha, ce parc contient le musée des antiquités et des arts islamiques. On y trouve également une bibliothèque, une administration et une école primaire.

L'architecture de ce parc est très particulière, portiques et balustrades finement décorés délimitent certains espaces, créant plusieurs terrasses et placettes. Des carreaux de faïence aux motifs géométriques et aux couleurs vives inspirés des décors de faïences des jardins durant l'époque ottomane couvrent bancs, murets et bassins. La végétation du parc de la Liberté est riche et diversifiée. On y trouve près de 85 espèces dont certaines sont très rares comme Merita, Kolenteria, Sabat Palméto, Gaestomia, Chamaedora. Le parc de la Liberté a été classé en 1968. Outre sa grande variété de plantes, ce jardin est connu pour sa collection de rosiers et sa grande volière, qui n'abrite plus, hélas, aucun volatile

Sabrinall

## GUELMA

### Six mois de prison avec sursis pour deux frères

Deux frères, 23 et 42 ans, originaires de Guelma, ont été condamnés à six mois de prison avec sursis pour faux et usage de faux. Les mis en cause ont eu recours à la falsification d'un document officiel : l'autorisation d'accès à la prison de Guelma.

Ils ont comparu, jeudi dernier, devant le tribunal correctionnel de Guelma pour répondre des chefs d'inculpation de faux et usage de faux et falsification à l'encontre de l'un qui a mis le nom de son frère non prévu sur le document.

B. A.